

**DECRET n°2023- 0566 /PRES-TRANS/PM/
MEFP/MFPTPS/MEEA portant fixation d'une
indemnité de risque au profit du personnel
du cadre paramilitaire des eaux et forêts**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
CHEF DE L'ETAT,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

Visa CP n° 00489

du 12/05/2023

9 Annuaire

- Vu** la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 ;
Vu le décret n°2022-0924/PRES-TRANS du 21 octobre 2022 portant nomination du Premier Ministre et son rectificatif le décret n°2023-0017/PRES-TRANS du 12 janvier 2023 ;
Vu le décret n° 2023-0009/PRES-TRANS/PM du 10 janvier 2023 portant remaniement du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu la loi n°063-2015/CNT du 15 septembre 2015 portant statut du personnel du cadre paramilitaire des Eaux et Forêts ;
Vu la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;
Vu le décret n°2016-1162/PRES/PM/MINEFID/MEEVCC du 23 décembre 2016 portant régime indemnitaire applicable au personnel du cadre paramilitaire des Eaux et Forêts ;
Sur rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective ;
Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 11 janvier 2023 ;

DECRETE

Article 1 : En application des dispositions de l'article 71 de la n°063-2015/CNT du 15 septembre 2015 portant statut du personnel du cadre paramilitaire des eaux et forêts, le présent décret fixe l'indemnité de risque à octroyer au personnel du cadre paramilitaire des eaux et forêts.

Article 2 : L'indemnité de risque est une somme forfaitaire mensuellement servie au personnel du cadre paramilitaire des Eaux et Forêts en raison des risques personnellement encourus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son métier.

Article 3 : L'indemnité de risque est servie au personnel du cadre paramilitaire des eaux et forêts toutes catégories confondues au taux mensuel unique de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA.

Article 4 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet pour compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 5 : Le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale, le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective et le Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 12 mai 2023



Capitaine Ibrahim TRAORE

Le Premier Ministre

A large, stylized handwritten signature in black ink.

Apollinaire Joachimson KYELEM de TAMBELA

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction,
Publique du Travail et de la Protection Sociale

A handwritten signature in black ink, featuring a long horizontal stroke at the base.

Bassolma BAZIE

Le Ministre de l'Economie, des
Finances et de la Prospective

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

Aboubakar NACANABO

Le Ministre de l'Environnement,
de l'Eau et de l'Assainissement

A handwritten signature in black ink, with a prominent 'A' and 'K'.

Colonel des Eaux et Forêts Augustin KABORE